



Les faits marquants du dimanche matin de la session 2003 des Semaines Sociales de France, « L'argent »

Après la messe présidée par Mgr Olivier de Berranger, évêque de Saint-Denis, deux femmes se sont succédé à la tribune pour répondre à la question : « Peut-on concilier innovation financière et innovation sociale ? » Maria Nowak, présidente de l'Adie (Association pour le droit à l'initiative économique), a évoqué le micro-crédit. Nicole Notat, a présenté les objectifs des agences de notation sociale et environnementale des entreprises, à travers son expérience à la tête de celle qu'elle a créée, Vigeo.

Prêter l'argent autrement

Maria Nowak est parti de plusieurs constats :

- * la charité n'est pas suffisante pour venir à bout des problèmes d'exclusion
- * les exclus ont les poches vides mais la tête pleine d'idées
- * trois milliards d'hommes n'ont pas accès au crédit dans le monde

L'Adie a été créée en 1988 pour permettre aux plus pauvres d'emprunter des petites sommes d'argent (de 5 000 à 20 000 euros). En quinze ans, l'association a permis la création en France de 20 000 entreprises, dont 5 000 en 2003. 75% de ses clients sont RMistes ou chômeurs longue durée et 17% illettrés. Grâce à l'Adie, des sociétés ont vu le jour dans des domaines parfois très originaux : fabrication d'armures, production de vin mousseux au sureau, dentiste pour chevaux...

Selon Maria Nowak, la solidarité de l'association est contagieuse : « Un béninois que nous avons aidé a créé un fond de crédit dans son village africain ! » Elle se réjouit de certains succès, comme celui de ce beur de Mantes-la-Jolie, aujourd'hui à la tête d'une compagnie de taxis employant trente personnes.

Les obstacles au micro-crédit

Pourtant, plusieurs facteurs s'opposent au développement du micro-crédit, comme la complexité administrative. En France, quelqu'un qui veut devenir vendeur de pizza ambulante doit rencontrer pas moins de 12 institutions différentes ! Autre sujet d'inquiétude : le déficit budgétaire et la décentralisation remettent en cause les aides publiques à l'Adie.

Mais Maria Nowak croit qu'il est possible de « remplacer le cercle vicieux de la pauvreté par le cercle vertueux du micro-crédit, pour permettre aux plus pauvres de retrouver leur dignité, leur citoyenneté économique. » 10% de la population active française est issue des quartiers défavorisés. Le micro-crédit peut aider les plus défavorisés à s'intégrer dans le système économique par ses trois vertus : donner des moyens financiers, faire confiance et se projeter dans l'avenir.

Entreprises responsables

Nicole Notat a expliqué sa décision de créer Vigeo, agence de notation sociale et environnementale des entreprises. Les scandales écologiques et financiers des dernières années ont montré que la mondialisation n'est pas assez régulée. Certaines multinationales craignent que l'impact négatif de leurs activités ne ternissent leur image. Des fonds d'investissement socialement responsables se sont mis en place au cours des années 1990, rassemblant des titres d'entreprises respectueuses de l'environnement, de leurs salariés, fournisseurs, sous-traitants... De plus en plus, les gestionnaires d'actifs ont besoin d'information pour sélectionner ces titres. C'est le but des agences de notation. Pour Nicole Notat, il s'agit d'une activité jeune, vouée à se développer en partenariat avec la puissance publique, « pour atteindre les objectifs communs de la planète ».

A l'issue de ces deux récits d'expérience, remerciements et offres de service adressés à Maria Nowak ont afflué parmi les questions. La séance a permis d'apprendre que le taux d'intérêt des micro-crédits est le même que celui du marché et que le taux de remboursement est supérieur à celui observé par les banques qui financent la création d'entreprises. « Les pauvres remboursent mieux que les riches ! », affirme Maria Nowak. Nicole Notat a expliqué qu'elle recueille l'information auprès des dirigeants, syndicats et ONG pour noter une entreprise.

Réactions

Julien Couard, étudiant en droit à Aix-en-Provence prépare une thèse sur « les communautés religieuses et le monde des affaires. » Il a apprécié la conférence, car « les gens sont souvent mal informés sur ces questions alors qu'ils s'y intéressent beaucoup. » Pour Nicole Catuhe, retraitée à Pau, l'intervention de Nicole Notat faisait un peu « promotion de sa propre entreprise. » Mais ses « motivations philosophiques et sociales » l'ont convaincu.

Changer le système financier international

Michel Camdessus, ancien directeur du FMI (Fonds monétaire international) et président des SSF est intervenu en fin de matinée. Sur un ton résolument optimiste, il a considéré que « changer le système financier international est une des clés de la mondialisation de la solidarité. » Il a développé trois axes :

- * organiser des transferts de ressources suffisants pour financer le développement
- * organiser la prévention des risques de crises financières
- * démocratiser les institutions mondiales

Le transfert des ressources aux pays en développement doit prendre la forme d'un partenariat, pas d'une assistance. L'exemple du Nepad (Nouveau partenariat pour le développement économique de l'Afrique) prouve que c'est possible. Plusieurs engagements ont aussi été pris avec les pays du sud, comme ceux du millénaire, à New York en 2000. Ils visent notamment à une baisse de 50% du nombre de personnes en dessous du seuil de pauvreté d'ici 2015.

Afin d'atteindre ces objectifs, Michel Camdessus souhaite des transferts supplémentaires, notamment pour financer des biens publics mondiaux. Pour lui, l'objectif de transfert de 0,7 % du PIB des pays riches aux pays pauvres est un impératif absolu. Mais il faut aussi changer la manière de financer le développement : revenir au don, comme ce fut le cas à l'époque du plan Marshall en Europe, et associer des financements privés par des incitations suffisantes.

Lutter contre les crises financières

« Le financement peut accélérer le développement, si on peut prévenir les dérèglements », comme les crises financières au Mexique et en Asie du sud-est, dans les années 1990. Pour cela, il faut donner les moyens au FMI de remplir ses missions :

- * stabiliser les taux de change
- * jouer son rôle de prêteur en dernier ressort auprès des pays en faillite
- * assurer la liberté de mouvement des capitaux

Démocratiser les institutions mondiales

Pour Michel Camdessus, le G8 doit s'ouvrir aux pays les plus pauvres. Une première étape a été franchie cette année au sommet d'Evian, où une vingtaine de pays ont rendu visite aux représentants des huit premières puissances mondiales. Mais il veut plus : créer un groupe de 25 pays qui rendraient des grands arbitrages internationaux.

Questions et réactions

« Ce n'est pas le premier catalogue de bonnes intentions présenté au monde », a écrit un auditeur. Michel Camdessus a répondu : « Je vous permets de vous garder de mon optimisme, pas de mon espérance. » Des doutes sur l'efficacité du FMI se sont exprimés dans plusieurs questions. Les privatisations systématiques imposées aux pays en faillite ont été critiquées. Michel Camdessus a défendu l'institution, expliquant qu'elle s'adaptait à la situation de chaque pays.

Dans les couloirs, certains participants ont trouvé l'exposé un peu « technique ». Jean-Luc Derban, agriculteur dans la Somme, est ressorti déçu de voir « toutes les difficultés à régler les problèmes financiers internationaux. » Gabriel Merceron s'occupe du Secours catholique à la Roche-sur-Yon. Pour lui, « Michel Camdessus est brillant » mais estime qu'« il est difficile de se faire une idée sur le fond de la question quand, comme moi, on n'est pas spécialiste. »

Vincent de Longueville
Centre de Formation des journalistes.